

Adnane Benchakroun

LE MONDE DE 2026

VU PAR UN DIPLOMATE MAROCAIN



2025

Le monde qui se recompose

2026 : Géopolitique, puissances et équilibres à l'ère du réalisme stratégique selon le regard d'un diplomate marocain

Préface de l'auteur

Pourquoi j'ai écrit ce livre, à la veille de 2026

Je n'ai pas écrit ce livre pour annoncer l'avenir.
Encore moins pour donner des leçons.

Je l'ai écrit parce qu'à force d'écouter le monde parler de lui-même, j'ai eu le sentiment qu'il ne se comprenait plus très bien.

À la retraite, on regarde autrement. Le temps ne presse plus de la même manière. On lit moins l'actualité comme une suite d'événements et davantage comme un mouvement de fond. On cesse de chercher des coupables immédiats. On essaie de comprendre ce qui se déplace lentement, parfois silencieusement, sous nos pieds.

Depuis quelques années, une impression s'imposait à moi : quelque chose s'est défait, mais rien ne s'est encore vraiment recomposé. Nous continuons à utiliser les mots d'hier pour décrire un monde qui ne leur obéit plus. Ordre international, alliances, multilatéralisme, valeurs universelles, mondialisation heureuse... Ces concepts n'ont pas disparu, mais ils ont perdu leur évidence.

À la veille de 2026, le monde n'est pas plus violent qu'avant. Il est plus nu.

Les rapports de force sont moins masqués.
Les dépendances sont plus visibles.
Les illusions sont plus difficiles à entretenir.

J'ai écrit ce livre depuis le Maroc, et cela n'est pas anodin. Ni centre du monde, ni périphérie passive, notre pays occupe une position intermédiaire qui oblige à la lucidité. Nous savons ce que signifie

dépendre sans se soumettre, coopérer sans s'aligner, durer sans dominer. Cette expérience donne un angle de vue particulier, souvent absent des grandes analyses produites ailleurs.

Je n'ai pas cherché à faire un inventaire exhaustif des crises. D'autres le font très bien. J'ai préféré suivre des lignes de fracture : le retour des frontières, la montée des puissances intermédiaires, la guerre économique, la bataille des récits, la cybersouveraineté, l'affaiblissement du multilatéralisme, le retour assumé du transactionnel.

Chaque chapitre de ce livre part d'une intuition simple : le monde ne s'effondre pas, il se recompose — mais sans mode d'emploi.

Le retour de Donald Trump à la présidence américaine en janvier 2025 n'est pas, à mes yeux, une rupture absolue. Il est un révélateur. Il oblige le monde à regarder une réalité qu'il repoussait : il n'y a plus de tuteur global, plus de garant automatique, plus de centre indiscuté. Il faut apprendre à fonctionner dans un monde adulte, moins protecteur, plus exigeant.

Ce livre est volontairement modeste. Je l'ai souvent pensé comme un petit livre — non par son ambition intellectuelle, mais par son refus du spectaculaire. Il ne propose pas de solution miracle. Il ne distribue ni bons points ni condamnations morales. Il invite à une posture : celle de la lucidité active.

À mon âge, on sait que l'histoire ne se corrige pas à coups d'indignation. Elle se traverse avec des repères solides, une capacité d'adaptation, et une attention constante au temps long. Ce sont ces repères que j'ai tenté de mettre en mots.

Si ce livre peut aider le lecteur à mieux comprendre le monde tel qu'il est en train de devenir — et non tel qu'il fut ou tel qu'il aurait aimé qu'il reste — alors il aura rempli son rôle.

À la veille de 2026, comprendre est déjà une forme de résistance.
Et parfois, une condition pour durer.

Adnane Benchakroun

SOMMAIRE

Préface

Édito d'ouverture

Le monde ne se dérègle pas : il se recompose

1. Le retour des frontières : quand la souveraineté redevient un fait politique

Frontières, sécurité, migrations : la fin de l'illusion d'un monde sans limites.

2. Puissance sans impérialisme : l'ère des États-pivots

Pourquoi les puissances intermédiaires redessinent l'équilibre mondial.

3. Diasporas : la diplomatie qui ne dit pas son nom

Soft power discret, influence durable et enjeux identitaires.

4. Afrique démographique : menace perçue, opportunité réelle

Lecture stratégique d'un continent central dans le monde de demain.

5. Mers et détroits : le retour de la géopolitique maritime

Atlantique, Méditerranée et contrôle des flux stratégiques.

6. Cybersouveraineté : la nouvelle frontière invisible

Données, plateformes et dépendances numériques.

7. Renseignement et influence : la diplomatie à l'âge de l'ombre

Quand l'information devient une arme silencieuse.

8. L'espace extra-atmosphérique : nouveau champ de bataille global

Satellites, militarisation et nouvelles inégalités stratégiques.

9. Guerres économiques et sanctions : le monde sous pression
Commerce, sanctions et fragmentation des chaînes de valeur.

10. Multilatéralisme affaibli, réalités bilatérales renforcées
Institutions en crise et diplomatie à géométrie variable.

11. Soft power et bataille des récits
Gagner sans dominer, convaincre sans imposer.

12. 2026–2035 : le monde possible vu depuis Rabat
Scénarios, risques et marges de manœuvre pour une diplomatie de stabilité.

13. Trump est président depuis le 20 janvier 2025. Et le monde a changé.

Introduction

Le monde ne se dérègle pas : il se recompose

Le monde de 2026 n'est pas entré dans le chaos. Il est entré dans une phase plus inconfortable : celle de la recomposition brutale. Les certitudes héritées de l'après-guerre froide se sont effondrées une à une : la mondialisation heureuse, l'universalité des valeurs, la stabilité des alliances, la toute-puissance des institutions internationales. À leur place s'impose une réalité plus rugueuse, plus fragmentée, mais aussi plus lisible pour qui accepte de regarder sans nostalgie.

Les frontières reviennent, les rapports de force s'assument, la puissance se diversifie. La guerre n'est plus toujours militaire, elle est économique, technologique, informationnelle, maritime, spatiale. Les États n'ont pas disparu ; ils sont redevenus centraux. Les empires ne s'annoncent plus comme tels, mais ils avancent par normes, infrastructures, données et récits.

Dans ce monde-là, le Maroc n'est ni spectateur ni suiveur. Il appartient à cette catégorie stratégique de puissances de cohérence : suffisamment stables pour durer, suffisamment souples pour manœuvrer, suffisamment crédibles pour dialoguer avec tous sans se dissoudre dans aucun camp. C'est cette posture – discrète mais active, ferme mais non agressive – qui irrigue ce dossier.

Vu depuis Rabat, le monde n'est ni manichéen ni condamné. Il est devenu un échiquier dense, où la diplomatie n'est plus un luxe moral, mais un instrument de survie stratégique. Ce dossier propose donc douze lectures, douze angles, douze manières d'habiter ce monde incertain sans céder ni au fatalisme ni à l'illusion.

Chapitre 1 : Le retour des frontières : quand la souveraineté redevient un fait politique

Pendant près de trois décennies, la frontière a été présentée comme une anomalie historique. Un résidu du passé, appelé à s'effacer sous la pression combinée des flux commerciaux, de la mondialisation financière, des normes supranationales et d'un imaginaire politique fondé sur la circulation sans entraves. Le monde de l'après-guerre froide s'est pensé comme un espace ouvert, fluide, presque désincarné. Cette promesse n'a pas tenu.

En 2026, les frontières ne reviennent pas par accident. Elles reviennent parce que les États ont redécouvert une évidence longtemps occultée : sans frontières maîtrisées, il n'y a ni sécurité durable, ni souveraineté effective, ni responsabilité politique assumée. Ce retour n'est pas un repli. Il est une reprise de contrôle.

La fin d'une illusion confortable

La mondialisation avait laissé croire que l'interdépendance rendrait les conflits obsolètes. Elle a surtout rendu les crises systémiques. Une pandémie locale devient globale. Une guerre régionale bouleverse l'énergie mondiale. Une tension migratoire ciblée se transforme en crise politique continentale.

Face à cette réalité, les discours universalistes ont montré leurs limites. Lorsque les chaînes d'approvisionnement se rompent, lorsque les infrastructures critiques sont menacées, lorsque les sociétés doutent, ce sont toujours les États qui sont sommés d'agir. Et ils agissent avec ce qu'ils maîtrisent encore : le territoire.

La frontière redevient alors ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un outil de régulation, non un symbole idéologique.

Sécurité, migrations, souveraineté : un triptyque indissociable

Aucune frontière contemporaine ne peut être pensée sans la question migratoire. Les migrations ne sont ni un mal en soi, ni un phénomène artificiel. Elles sont anciennes, humaines, structurelles. Mais leur gestion ne peut être abandonnée à l'émotion ou à l'improvisation.

L'erreur de nombreux pays européens a été de déléguer la frontière à des récits moraux contradictoires : ouverture proclamée, fermeture pratiquée, responsabilité diluée. Le résultat est connu : crise de confiance des citoyens, montée des extrêmes, fragilisation des institutions.

À l'inverse, les États qui ont assumé une ligne lisible — contrôle, coopération, humanité sans naïveté — ont mieux résisté aux chocs.

Le regard marocain : ni mur, ni abstraction

Vu depuis Rabat, la frontière n'est ni un mur, ni une fiction. Le Maroc est à la fois pays de départ, de transit et d'accueil. Il en connaît la complexité humaine autant que les implications sécuritaires et diplomatiques.

La stratégie marocaine repose sur trois piliers constants :

- la maîtrise souveraine du territoire, sans délégation aveugle ;
- la coopération régionale et internationale, notamment avec l'Europe et l'Afrique ;
- une approche humaine encadrée, loin des postures idéologiques.

Cette position intermédiaire est parfois mal comprise. Elle n'en est pas moins l'une des plus réalistes dans un monde de flux déséquilibrés.

Les frontières comme instruments diplomatiques

En 2026, la frontière n'est plus seulement une ligne sur une carte. Elle est aussi numérique, sanitaire, énergétique, alimentaire. Elle s'exprime à travers les données, les normes, les infrastructures et les chaînes d'approvisionnement.

Les États qui n'intègrent pas cette dimension stratégique deviennent dépendants de décisions prises ailleurs. La souveraineté moderne ne consiste plus à tout contrôler, mais à savoir précisément où s'arrête la délégation et où commence la responsabilité nationale.

L'Europe face au retour tardif du réel

L'Union européenne redécouvre aujourd'hui une réalité que d'autres ont intégrée plus tôt : il n'y a pas de politique commune sans frontières crédibles. Les débats sur Schengen, Frontex ou la répartition des demandeurs d'asile traduisent une tension non résolue entre idéologie et contrainte.

Pour le Maroc, partenaire stratégique de l'Europe, cette évolution appelle une lecture froide. La frontière ne se sous-traite pas indéfiniment. Elle se co-gère, ou elle se fracture.

Frontières et légitimité politique

Un État incapable de contrôler son territoire finit par perdre la confiance de ses citoyens. Ce lien n'est pas nouveau. Il redevient

simplement visible. Les sociétés ne demandent pas l'isolement. Elles demandent la lisibilité.

La frontière devient ainsi un indicateur de crédibilité politique. Non parce qu'elle exclut, mais parce qu'elle structure. Elle fixe des règles, des responsabilités, des droits et des devoirs.

La frontière comme maturité stratégique

Le monde de 2026 n'est pas plus fermé qu'hier. Il est plus conscient de ses limites. La frontière n'est plus un tabou. Elle est redevenue un langage diplomatique, un outil de stabilité, un marqueur de maturité étatique.

Pour le Maroc, cette évolution n'est ni une surprise ni une rupture. Elle confirme une intuition ancienne : on ne pèse durablement dans le monde que lorsqu'on maîtrise son espace, ses flux et ses choix.

La frontière n'est pas l'ennemie de l'ouverture. Elle en est la condition.

Chapitre 2 : Puissance sans impérialisme : l'ère des États-pivots

Pendant longtemps, la puissance internationale s'est confondue avec l'empire. Être puissant signifiait dominer un espace, imposer des normes, projeter une force militaire et dicter des règles économiques. Cette grammaire n'a pas disparu, mais elle ne suffit plus à décrire le monde de 2026. L'époque des hégémonies incontestées touche à sa fin. À sa place émerge une configuration plus subtile, plus fragmentée, mais aussi plus fonctionnelle : celle des États-pivots.

Ces États ne cherchent ni à conquérir, ni à soumettre. Ils cherchent à peser, à relier, à stabiliser, parfois à arbitrer. Leur puissance ne repose pas sur l'expansion, mais sur la centralité.

Le reflux silencieux des hyperpuissances

Les grandes puissances continuent d'exister, mais leur capacité à structurer seules l'ordre mondial s'est érodée. Les États-Unis demeurent un acteur majeur, mais leur leadership est contesté, fragmenté, souvent contraint par leurs propres divisions internes. La Chine progresse rapidement, mais son modèle suscite autant de résistances que d'adhésions. La Russie perturbe plus qu'elle ne fédère. L'Union européenne régule, mais peine à décider vite et à parler d'une seule voix.

Cette situation révèle une réalité désormais évidente : la domination globale est devenue coûteuse, politiquement risquée et économiquement instable. Les sociétés sont plus fragmentées, les crises plus fréquentes, les opinions publiques plus volatiles. La puissance brute ne garantit plus l'ordre. Elle peut même produire l'effet inverse.

C'est dans cet espace intermédiaire que s'affirment les États-pivots.

Qu'est-ce qu'un État-pivot ?

Un État-pivot n'est pas nécessairement grand par la taille ni par la force militaire. Il l'est par sa position stratégique et par sa capacité à dialoguer avec plusieurs pôles sans se dissoudre dans aucun. Il relie des espaces économiques, culturels ou sécuritaires distincts. Il sert de point d'appui, de passage, parfois de médiateur.

Ses caractéristiques sont récurrentes :

- une stabilité institutionnelle relative ;
- une diplomatie active mais non agressive ;
- une économie suffisamment intégrée sans dépendance exclusive ;
- une crédibilité régionale construite dans la durée.

L'État-pivot ne cherche pas à remplacer les grandes puissances. Il s'insère entre elles, comble des vides, amortit des chocs, crée des continuités là où les blocs produisent des ruptures.

La fin de l'alignement automatique

L'un des traits distinctifs des États-pivots est leur refus de l'alignement rigide. Ils coopèrent sans se soumettre, négocient sans s'aliéner, arbitrent sans s'exposer frontalement. Ce choix n'est pas idéologique. Il est pragmatique.

Dans un monde instable, miser sur un seul camp revient à accepter une vulnérabilité structurelle. La diversification des partenariats devient une condition de survie stratégique. Cette logique, souvent critiquée comme ambiguë, est en réalité une forme de lucidité.

Vu depuis Rabat, cette posture n'a rien de nouveau. Elle s'inscrit dans une tradition diplomatique fondée sur l'équilibre, la continuité et la discrétion.

Le Maroc : puissance de cohérence

Le Maroc ne cherche pas à rivaliser avec les grandes puissances. Il cherche à être indispensable sans être menaçant. Sa diplomatie repose sur une cohérence rare : constance des positions, lisibilité stratégique, capacité d'anticipation.

Sur le plan africain, le Royaume s'affirme comme un acteur crédible du co-développement, loin des logiques extractives ou paternalistes. Sur le plan euro-méditerranéen, il demeure un partenaire structurant, capable de dialogue sécuritaire, économique et humain. Sur le plan global, il multiplie les ouvertures vers l'Atlantique, l'Amérique latine, l'Asie et le monde arabe.

Cette centralité n'est pas conjoncturelle. Elle est le produit d'une diplomatie patiente, souvent silencieuse, mais résolument stratégique.

Puissance relationnelle contre puissance coercitive

L'erreur classique consiste à mesurer la puissance uniquement à l'aune des budgets militaires ou des capacités de projection. Le monde de 2026 montre les limites de cette lecture. La puissance coercitive seule ne suffit plus.

Les États-pivots développent une puissance relationnelle : réseaux diplomatiques denses, accords économiques ciblés, présence culturelle maîtrisée, crédibilité dans la médiation. Ils deviennent des nœuds. Et dans un monde en réseau, les nœuds comptent parfois davantage que les centres.

Les risques de la position intermédiaire

Cette position n'est pas sans risques. Les pressions des grandes puissances sont constantes. Les tentatives d'instrumentalisation fréquentes. La neutralité active exige une discipline stratégique élevée et une lecture fine des rapports de force.

Un faux pas, une ambiguïté mal gérée, une surexposition médiatique peuvent fragiliser l'équilibre. C'est pourquoi la diplomatie des États-pivots est souvent prudente, parfois frustrante pour ceux qui attendent des prises de position spectaculaires.

Mais cette retenue est précisément ce qui garantit la durabilité.

Peser sans dominer

À mesure que le monde se fragmente, le modèle des États-pivots tend à se généraliser. De plus en plus de pays cherchent à échapper à la logique binaire des blocs pour préserver leur autonomie stratégique.

La puissance du XXI^e siècle ne se proclame plus. Elle se construit. Elle ne s'impose pas par la force brute, mais par la capacité à durer, à relier, à rassurer.

Pour le Maroc, l'ère des États-pivots n'est pas une opportunité passagère. C'est une trajectoire. Dans un monde fatigué des empires, la puissance sans impérialisme devient non seulement possible, mais nécessaire.

Chapitre 3 : Diasporas : la diplomatie qui ne dit pas son nom

Pendant longtemps, les diasporas ont été perçues comme des conséquences secondaires de l'histoire. Exils économiques, migrations de travail, héritages coloniaux ou fuites politiques. Elles inspiraient parfois la nostalgie, parfois la méfiance, rarement une lecture stratégique. Cette vision est aujourd'hui dépassée.

En 2026, les diasporas sont devenues des acteurs d'influence à part entière. Elles pèsent sur les relations internationales de manière diffuse, non officielle, souvent plus durable que les canaux institutionnels. Elles constituent une diplomatie parallèle, silencieuse, mais profondément structurante.

La fin d'une lecture marginale des diasporas

La mondialisation, la révolution numérique et la mobilité accrue des talents ont profondément transformé la nature des diasporas. Elles ne vivent plus dans un entre-deux figé entre pays d'origine et pays d'accueil. Elles circulent, investissent, créent, débattent, votent parfois, influencent souvent.

Les États qui continuent de penser leurs diasporas comme un simple prolongement affectif ou un enjeu consulaire passent à côté d'un levier stratégique majeur. À l'inverse, ceux qui les intègrent dans une vision de long terme renforcent leur présence internationale sans recourir à la coercition.

Une influence silencieuse mais durable

La force des diasporas réside dans leur invisibilité relative. Elles ne parlent pas au nom de l'État. Elles agissent en tant qu'entrepreneurs, chercheurs, artistes, cadres, élus locaux ou responsables associatifs. Leur crédibilité tient précisément à cette autonomie.

Dans les grandes capitales, les diasporas influencent les débats publics, les choix économiques, les représentations culturelles et parfois les orientations politiques locales ou nationales. Elles façonnent l'image d'un pays bien plus durablement qu'une campagne officielle.

Le cas marocain : un capital stratégique sous-estimé

La diaspora marocaine est l'une des plus importantes et des plus diversifiées du bassin euro-méditerranéen. Présente en Europe, en Amérique du Nord, dans le Golfe et de plus en plus en Afrique, elle constitue un capital humain et relationnel considérable.

Longtemps, cette diaspora a été pensée essentiellement à travers le prisme des transferts financiers. Or, si ces transferts restent fondamentaux, ils ne représentent qu'une partie de son potentiel stratégique.

Les Marocains du monde occupent aujourd'hui des positions de décision : chefs d'entreprise, chercheurs, ingénieurs, élus locaux, créateurs culturels, cadres d'organisations internationales. Leur influence est souvent discrète, mais structurante.

Loyauté souple et double appartenance

Toute diaspora est traversée par une tension naturelle : comment rester liée à son pays d'origine sans être instrumentalisée ? Comment s'intégrer pleinement dans un pays d'accueil sans renier ses racines ?

Les États qui échouent à résoudre cette équation produisent de la défiance. Ceux qui la comprennent favorisent une loyauté souple, non exclusive, compatible avec les règles démocratiques des pays d'accueil.

Le Maroc a progressivement évolué vers cette approche, reconnaissant la pluralité des appartenances sans exiger une fidélité politique rigide. Dans un monde où l'identité devient mobile, cette posture est décisive.

Diasporas et diplomatie économique

Sur le plan économique, les diasporas jouent un rôle de facilitateur stratégique. Elles réduisent les asymétries d'information, sécurisent les investissements, ouvrent des réseaux et traduisent les codes culturels.

Dans un contexte de fragmentation des chaînes de valeur, ces réseaux diasporiques deviennent des atouts compétitifs majeurs. Ils permettent d'attirer des investissements ciblés, d'accéder à des marchés complexes et de renforcer l'intégration régionale.

Pour un pays comme le Maroc, situé à l'intersection de plusieurs espaces économiques, cette fonction de passerelle est centrale.

Les risques d'une diplomatie diasporique mal maîtrisée

La diplomatie diasporique n'est pas sans risques. Une diaspora trop instrumentalisée peut se retourner contre l'État d'origine. Une pression excessive peut produire des fractures internes et des conflits de loyauté.

Certaines puissances utilisent d'ailleurs leurs diasporas comme leviers de pression politique ou informationnelle, brouillant la frontière entre influence légitime et ingérence. La ligne est fine. Elle exige une diplomatie mature, respectueuse et consciente de ses limites.

Une diplomatie assumée, mais non ostentatoire

La diplomatie du XXI^e siècle ne se joue plus uniquement dans les chancelleries. Elle est multicouche. Les sommets officiels ne suffisent plus. Les réseaux humains comptent autant que les traités.

Dans ce contexte, la diaspora n'est ni un substitut ni un outil annexe. Elle est un prolongement naturel de la présence internationale d'un État, à condition d'être reconnue, écoutée et respectée.

Pour le Maroc, l'enjeu n'est pas de mobiliser sa diaspora par injonction, mais de créer un écosystème de confiance, où chacun peut contribuer sans contrainte.

Une puissance qui circule

Les diasporas incarnent une forme de puissance contemporaine : diffuse, mobile, relationnelle. Elles échappent aux logiques classiques de domination, mais influencent durablement les équilibres.

Dans un monde où la parole officielle est souvent suspecte, la voix des diasporas porte parce qu'elle est incarnée, vécue, crédible. Pour un État qui sait l'écouter sans la contrôler, elle devient un atout stratégique majeur.

La diplomatie moderne ne se joue plus seulement dans les capitales. Elle se joue aussi dans les trajectoires individuelles. Le Maroc, par

son histoire et sa géographie humaine, dispose là d'un levier d'influence discret, mais profondément contemporain.

Chapitre 4 : Afrique démographique : menace perçue, opportunité réelle

L'Afrique est aujourd'hui au cœur d'un malentendu stratégique mondial. Pour une partie des décideurs internationaux, elle incarne une inquiétude diffuse : croissance démographique rapide, pression migratoire potentielle, instabilités politiques et fragilités économiques. Pour d'autres, plus rares, elle représente l'un des derniers réservoirs de dynamisme humain, économique et géopolitique du XXI^e siècle. Entre ces deux lectures antagonistes, le monde hésite encore. Vu depuis Rabat, cette hésitation n'est plus tenable.

En 2026, la question n'est plus de savoir si l'Afrique va compter, mais comment elle comptera — et avec quels partenaires.

Une démographie qui inquiète parce qu'elle bouscule

L'Afrique concentre aujourd'hui la population la plus jeune du monde. D'ici le milieu du siècle, un être humain sur quatre sera africain. Cette réalité provoque une crispation croissante, notamment en Europe, où elle est souvent réduite à une équation simpliste : jeunesse africaine égale migration incontrôlée.

Cette lecture est doublement problématique. Elle est réductrice, parce qu'elle nie la diversité des trajectoires africaines. Elle est dangereuse, parce qu'elle enferme le continent dans un statut de menace permanente, sans jamais interroger les responsabilités partagées ni les opportunités mutuelles.

La démographie n'est ni une fatalité ni une promesse en soi. Elle devient un facteur de puissance ou de fragilité selon les choix politiques, économiques et éducatifs qui l'accompagnent.

Le piège de la peur démographique

Les sociétés vieillissantes ont souvent projeté leurs angoisses sur les sociétés jeunes. L'Europe contemporaine n'échappe pas à ce réflexe. Face à sa propre crise démographique, elle regarde l'Afrique avec inquiétude, oubliant que sa prospérité future dépendra aussi de sa capacité à interagir intelligemment avec ce continent.

Réduire l'Afrique à un réservoir migratoire potentiel empêche toute vision stratégique. Cela conduit à des politiques de court terme : externalisation des frontières, accords sécuritaires déséquilibrés, réponses défensives qui traitent les symptômes sans jamais s'attaquer aux causes.

La peur démographique est un écran. Elle dispense de penser le long terme.

Une jeunesse en quête de trajectoires, pas d'exil

Contrairement à une idée largement répandue, la majorité des jeunes Africains ne rêvent pas d'émigrer à tout prix. Ils aspirent d'abord à des perspectives locales crédibles : emploi, formation, stabilité, dignité.

Lorsque ces perspectives existent, la mobilité devient un choix. Lorsqu'elles font défaut, l'exil devient une stratégie de survie. La question centrale n'est donc pas de contenir les flux, mais de créer des trajectoires de développement capables d'absorber cette dynamique démographique.

C'est là que se joue l'avenir du continent — et une partie de l'équilibre mondial.

Le regard marocain : proximité et responsabilité

Le Maroc n'observe pas l'Afrique de loin. Il en est une composante historique, humaine et économique. Cette proximité impose une lecture moins idéologique et plus opérationnelle.

Depuis deux décennies, le Royaume a fait le choix d'un engagement africain fondé sur l'investissement productif, la formation, la coopération Sud-Sud et le co-développement plutôt que l'assistanat. Ce choix n'est pas philanthropique. Il est stratégique.

Un continent africain stabilisé, connecté et prospère est un facteur de sécurité, de croissance et d'équilibre pour le Maroc.

Démographie et souveraineté africaine

L'un des risques majeurs pour l'Afrique réside dans la captation de sa dynamique démographique par des intérêts extérieurs. Main-d'œuvre bon marché, marchés de consommation, ressources humaines qualifiées : la tentation est forte de tirer profit de cette jeunesse sans contribuer à sa structuration.

À l'inverse, une Afrique qui maîtrise sa transition démographique — par l'éducation, la santé, l'emploi et l'industrialisation — devient un acteur souverain, capable de négocier d'égal à égal.

La démographie cesse alors d'être une vulnérabilité. Elle devient un levier de puissance.

L'emploi : la ligne de fracture

Chaque année, des millions de jeunes Africains arrivent sur le marché du travail. Aucun discours diplomatique ne peut masquer cette urgence. Sans création massive d'emplois productifs, la dynamique démographique devient explosive.

Cela suppose des choix clairs : industrialisation adaptée, soutien aux PME locales, infrastructures régionales, intégration économique continentale réelle. L'Afrique ne peut absorber seule ce choc. Elle a besoin de partenariats équilibrés, durables et respectueux de ses priorités.

L'enjeu n'est pas l'aide, mais la co-construction.

Le rôle des puissances intermédiaires africaines

Tous les pays africains ne sont pas confrontés aux mêmes défis, ni dotés des mêmes capacités. Certains États, par leur stabilité relative et leur vision stratégique, peuvent jouer un rôle moteur.

Le Maroc s'inscrit dans cette catégorie. Par ses banques, ses entreprises, ses universités, ses institutions culturelles et religieuses, il contribue à structurer des écosystèmes régionaux. Cette approche graduelle, pragmatique et souvent discrète tranche avec les grandes annonces déconnectées du terrain.

Changer le récit

La bataille est aussi narrative. Tant que l'Afrique sera perçue uniquement comme un problème à gérer, elle restera marginalisée dans les décisions globales. Reconnaître son potentiel démographique,

c'est accepter qu'elle devienne un acteur central de la gouvernance mondiale.

Cela suppose un changement de regard, mais aussi de pratiques : écouter, investir sur le long terme, accepter la complexité.

La démographie comme horizon stratégique

L'Afrique démographique n'est pas une fatalité. Elle est un choix collectif. Selon les décisions prises aujourd'hui, elle peut devenir un facteur de déstabilisation ou le moteur d'un renouveau mondial.

Vu depuis Rabat, l'équation est simple : craindre l'Afrique serait une erreur historique. L'accompagner, l'intégrer et la considérer comme un partenaire stratégique est non seulement souhaitable, mais indispensable.

La démographie africaine n'est pas le problème du monde. Elle est l'une de ses solutions possibles.

Chapitre 5 : Mers et détroits : le retour de la géopolitique maritime

Pendant longtemps, la mer a été traitée comme une infrastructure silencieuse de la mondialisation. Les navires transportaient l'essentiel du commerce mondial, mais les océans restaient absents du débat politique. Cette parenthèse est refermée. En 2026, les mers et les détroits sont redevenus des espaces de rivalités, de vulnérabilités et de puissance stratégique.

Dans un monde fragmenté, contrôler les flux maritimes ne signifie plus seulement sécuriser des routes commerciales. Cela revient à maîtriser l'énergie, l'alimentation, les données et, in fine, la stabilité économique globale.

La mer, artère vitale sous tension

Plus de 90 % du commerce mondial transite par voie maritime. Pétrole, gaz, céréales, minerais, produits manufacturés : la dépendance aux routes maritimes est totale. Tant que ces routes semblaient sûres, cette dépendance passait inaperçue. Les crises récentes ont brutalement rappelé leur fragilité.

Attaques de navires, sabotages d'infrastructures, tensions géopolitiques localisées mais aux effets globaux : la mer est redevenue un espace conflictuel. La fluidité maritime, longtemps considérée comme acquise, apparaît désormais comme une condition politique à préserver.

Les détroits : points de pression du système mondial

Les détroits concentrent les vulnérabilités de la mondialisation. Quelques kilomètres suffisent à bloquer des chaînes d'approvisionnement entières. Ormuz, Bab el-Mandeb, Malacca, Suez, Panama, Gibraltar : ces passages ne sont plus de simples accidents géographiques. Ils sont devenus des leviers de pression stratégique.

La moindre perturbation dans ces zones provoque des chocs économiques immédiats. Les grandes puissances l'ont compris et investissent massivement dans leur sécurisation, voire dans leur contournement. La géographie redevient un facteur de pouvoir.

Gibraltar : un carrefour stratégique sous-estimé

Vu depuis Rabat, le détroit de Gibraltar est bien plus qu'un passage maritime. Il est un point de jonction entre l'Atlantique et la Méditerranée, entre l'Europe et l'Afrique, entre le Nord et le Sud.

Le Maroc y occupe une position singulière. Il n'est pas seulement un État riverain, mais un acteur de stabilité dans une zone historiquement sensible. Cette responsabilité est rarement mise en avant, mais elle est reconnue dans les cercles stratégiques.

À mesure que les tensions s'accroissent ailleurs, la valeur géopolitique de Gibraltar augmente.

L'Atlantique africain : un espace stratégique en recomposition

Longtemps relégué à l'arrière-plan, l'Atlantique africain redevient central. Ressources halieutiques, hydrocarbures offshore, minerais, câbles sous-marins, routes énergétiques : cet espace concentre des enjeux majeurs.

Le Maroc a intégré très tôt cette dimension. Son ouverture atlantique n'est pas une donnée géographique passive, mais une orientation stratégique assumée. Ports, plateformes logistiques, projets énergétiques et industriels s'inscrivent dans cette vision.

L'Atlantique devient un espace de projection économique et diplomatique, reliant l'Afrique, l'Europe et les Amériques.

La mer invisible : câbles et souveraineté numérique

La géopolitique maritime contemporaine ne se limite plus aux navires. Elle englobe désormais des infrastructures invisibles mais cruciales : câbles sous-marins de télécommunications, pipelines, réseaux énergétiques.

Plus de 95 % des communications numériques mondiales transitent par ces câbles. Leur sabotage, leur interception ou leur contrôle constituent des enjeux majeurs de souveraineté. La mer est devenue un espace stratégique hybride, à la fois physique et numérique.

Les États qui ignorent cette dimension s'exposent à des vulnérabilités systémiques.

Militarisation maîtrisée des espaces maritimes

Face à ces enjeux, le réarmement naval progresse. Drones marins, sous-marins autonomes, capacités de surveillance avancées : la mer devient un espace technologique sophistiqué.

Cette militarisation n'annonce pas nécessairement une guerre ouverte. Elle traduit surtout une logique de dissuasion et de sécurisation. Les puissances émergentes investissent dans ce domaine, conscientes que la maîtrise maritime conditionne leur autonomie stratégique.

Le Maroc et la sécurité maritime régionale

Le Maroc ne vise ni la domination navale ni la démonstration de force. Il cherche une capacité de sécurisation crédible, suffisante pour protéger ses intérêts, participer aux efforts régionaux et rassurer ses partenaires.

Cette approche repose sur la coopération, la surveillance et la diplomatie navale. Elle privilégie la constance à la surenchère. Dans un environnement instable, la discrétion devient parfois une forme de puissance.

La mer comme outil diplomatique

Ports, routes maritimes, accords de coopération navale sont devenus des instruments diplomatiques à part entière. Ils structurent des partenariats durables, favorisent l'intégration régionale et créent des interdépendances stabilisatrices.

Pour le Maroc, la mer n'est pas une frontière. Elle est un lien.

La géopolitique maritime, retour au réel

La mer n'est plus le décor neutre de la mondialisation. Elle en est le cœur battant. Les États capables de sécuriser, protéger et valoriser leurs espaces maritimes disposeront d'un avantage stratégique décisif.

Vu depuis Rabat, cette réalité confirme une constante géopolitique : la géographie n'est jamais neutre. Elle impose des responsabilités, mais offre aussi des marges de manœuvre.

Dans le monde de 2026, le retour de la géopolitique maritime n'est pas un retour en arrière. C'est un retour au réel.

Chapitre 6 : Cybersouveraineté : la nouvelle frontière invisible

Il fut un temps où la souveraineté se mesurait à l'étendue d'un territoire, à la solidité de ses frontières et à la puissance de ses forces armées. En 2026, cette lecture est incomplète. Une autre frontière s'est imposée, plus discrète, plus diffuse, mais tout aussi décisive : le cyberspace. Cette frontière ne figure sur aucune carte, mais elle conditionne désormais la sécurité, l'économie et la stabilité politique des États.

La cybersouveraineté n'est plus un concept abstrait. Elle est devenue un enjeu de survie stratégique.

Du cyberspace ouvert au cyberspace disputé

À ses débuts, Internet portait la promesse d'un espace libre, affranchi des logiques étatiques, gouverné par l'innovation et la circulation fluide de l'information. Cette vision s'est dissipée. À mesure que le numérique a pénétré les secteurs vitaux — finance, énergie, santé, défense, éducation — il est devenu trop stratégique pour rester hors de toute souveraineté.

Les États ont compris tardivement que l'abandon de leur contrôle numérique équivalait à une vulnérabilité systémique. Les grandes plateformes privées, les infrastructures critiques et les flux de données ont progressivement échappé à la décision publique, créant des dépendances profondes et durables.

Les données : ressource stratégique du XXI^e siècle

Le pétrole a structuré le XX^e siècle. Les données structurent le XXI^e. Elles alimentent l'intelligence artificielle, orientent les décisions économiques, influencent les comportements sociaux et façonnent les opinions publiques.

Contrôler les données, c'est contrôler les marchés, les narratifs et les capacités d'anticipation. La cybersouveraineté commence donc par une question simple mais centrale : qui collecte, qui stocke et qui exploite les données ?

Dans un monde interconnecté, cette question est éminemment politique.

Les stratégies numériques des grandes puissances

Les États-Unis ont longtemps dominé le cyberspace par leurs entreprises technologiques, leurs normes et leurs infrastructures. La Chine a développé un modèle fermé, centralisé, étroitement lié à l'État. L'Union européenne tente de réguler, sans toujours disposer des leviers industriels correspondants.

Ces approches divergentes traduisent une réalité : le cyberspace est devenu un champ de rivalités géopolitiques à part entière. Il n'est plus neutre. Il est fragmenté, disputé, territorialement organisé par la technologie.

Le Sud global face à la dépendance numérique

Pour de nombreux pays du Sud, l'enjeu n'est pas encore la domination numérique, mais la dépendance. Infrastructures étrangères, cloud externalisé, plateformes globales : la souveraineté est souvent sacrifiée au nom de l'efficacité immédiate.

Cette dépendance n'est pas seulement technologique. Elle est économique et politique. Un État qui ne maîtrise pas ses systèmes numériques expose ses administrations, ses entreprises et ses citoyens à des risques structurels.

Vu depuis Rabat, cette réalité impose une lecture sans illusion : la cybersouveraineté est un processus, pas un slogan.

Le Maroc : une approche graduelle et pragmatique

Le Maroc ne prétend pas rivaliser avec les grandes puissances numériques. Il a fait un choix plus réaliste : renforcer progressivement sa résilience, sécuriser ses infrastructures critiques et développer des compétences locales.

Cette stratégie repose sur plusieurs axes : protection des données personnelles, sécurisation des systèmes publics, montée en compétence des ressources humaines et coopération internationale ciblée.

La cybersouveraineté marocaine n'est pas une fermeture. Elle est une maîtrise raisonnée.

Cybermenaces, désinformation et sécurité nationale

Les cybermenaces ne prennent pas toujours la forme d'attaques spectaculaires. Elles sont souvent silencieuses : espionnage industriel, manipulation de l'information, déstabilisation institutionnelle, atteinte à la confiance publique.

La désinformation, en particulier, est devenue une arme à faible coût et à fort impact. Elle fragilise les sociétés de l'intérieur, sans franchir

de frontières physiques. Dans ce contexte, la cybersécurité devient indissociable de la sécurité nationale.

Souveraineté numérique et libertés publiques

Toute politique de cybersouveraineté soulève une tension légitime : comment protéger sans surveiller excessivement ? Comment sécuriser sans restreindre les libertés fondamentales ?

Les réponses simplistes sont dangereuses. Une souveraineté numérique crédible repose sur un équilibre exigeant entre sécurité, transparence et respect des droits. La légitimité devient ici une condition de l'efficacité.

Le Maroc, comme d'autres États, avance sur cette ligne étroite, conscient que la confiance publique est un capital stratégique.

Coopérer sans se dissoudre

La cybersouveraineté n'implique pas l'autarcie numérique. Aucun État ne peut sécuriser seul un espace aussi interconnecté. La coopération régionale et internationale est indispensable : partage d'informations, normes communes, entraide en cas de crise.

Mais cette coopération doit rester équilibrée. Coopérer ne signifie pas se subordonner. La souveraineté numérique se construit dans l'interdépendance maîtrisée.

La frontière qui ne se voit pas

En 2026, la frontière la plus fragile n'est pas toujours la plus visible. Elle se trouve dans les réseaux, les serveurs, les algorithmes et les

données. Ignorer cette frontière, c'est accepter une vulnérabilité durable.

Pour le Maroc, la cybersouveraineté n'est ni un luxe ni une posture idéologique. Elle est une condition de stabilité, de crédibilité internationale et d'autonomie stratégique.

Dans le monde qui se recompose, les États capables de protéger leur frontière invisible seront ceux qui resteront maîtres de leur trajectoire.

Chapitre 7 : Renseignement et influence : la diplomatie à l'âge de l'ombre

Le renseignement a longtemps évolué à la périphérie du débat public. Discret par nature, parfois fantasmé, il était perçu comme un instrument technique, réservé aux situations exceptionnelles. En 2026, cette lecture ne tient plus. Le renseignement est devenu un pilier central de la décision politique et diplomatique. Non seulement pour savoir, mais pour anticiper, influencer et parfois empêcher.

Le monde n'est pas devenu plus opaque. Il est devenu plus dense, plus rapide, saturé d'informations contradictoires. Dans cet environnement, l'accès à l'information ne suffit plus. La lucidité devient un avantage stratégique.

La fin de l'innocence informationnelle

La révolution numérique a profondément transformé la nature du renseignement. Longtemps fondé sur l'humain, l'observation et l'analyse lente, il est désormais alimenté par des volumes massifs de données, des capacités de surveillance technique et des outils d'intelligence artificielle.

Cette abondance n'a pas rendu le monde plus lisible. Elle l'a rendu plus trompeur. L'information brute ne vaut rien sans capacité d'interprétation. Le véritable pouvoir ne réside plus dans l'accumulation de données, mais dans la capacité à les hiérarchiser, les contextualiser et en extraire du sens.

Diplomatie et renseignement : une frontière désormais poreuse

En 2026, la frontière entre diplomatie et renseignement s'est estompée. Les diplomates collectent de l'information stratégique. Les services de renseignement nourrissent la décision diplomatique. Les deux univers s'interpénètrent.

Cette évolution ne traduit pas une militarisation de la diplomatie, mais une adaptation à un monde où les intentions réelles sont rarement affichées publiquement. Les accords se préparent souvent en amont, dans des canaux discrets, parfois informels, bien avant les annonces officielles.

La diplomatie ne se joue plus uniquement sur scène. Elle se joue en coulisses.

L'influence : nouvelle grammaire de la puissance

Le renseignement ne sert plus seulement à se protéger. Il sert aussi à influencer. Campagnes informationnelles, narration stratégique, usage ciblé des réseaux sociaux : la bataille des perceptions est devenue centrale.

Influencer ne signifie pas manipuler de manière grossière. Il s'agit d'orienter les cadres de lecture, d'introduire des doutes, de renforcer certaines narrations au détriment d'autres. Cette influence est progressive, indirecte, difficile à attribuer. C'est précisément ce qui la rend efficace.

Les États qui maîtrisent cette grammaire disposent d'un avantage stratégique décisif.

Les grandes puissances et la diplomatie de l'ombre

Les grandes puissances ont intégré depuis longtemps cette dimension. Les États-Unis, la Chine, la Russie, mais aussi des acteurs régionaux, ont développé des capacités sophistiquées mêlant renseignement, cyber, influence et diplomatie.

Ces stratégies ne visent pas toujours la confrontation directe. Elles cherchent à façonner l'environnement stratégique, à réduire les options adverses, à créer des marges de manœuvre durables.

Dans ce contexte, l'absence de capacité de renseignement autonome devient une vulnérabilité majeure.

Le Maroc : discrétion stratégique et continuité

Vu depuis Rabat, le renseignement n'est ni un outil de démonstration ni un instrument idéologique. Il est pensé comme un outil de stabilité. Cette approche repose sur la discrétion, la continuité et une coopération ciblée.

Le Maroc a fait le choix d'un renseignement orienté vers l'anticipation des menaces, la prévention des crises et la protection des équilibres internes et régionaux. Cette posture, rarement médiatisée, confère au Royaume une crédibilité particulière auprès de ses partenaires.

La confiance en matière de renseignement ne se proclame pas. Elle se construit dans le temps long.

Coopération et souveraineté : un équilibre instable

Le renseignement est un domaine où la coopération est nécessaire mais risquée. Partager trop peu isole. Partager trop expose. Les États doivent ajuster en permanence ce curseur.

Pour les puissances intermédiaires, l'enjeu est clair : coopérer sans dépendre. Cela suppose des capacités propres, une culture stratégique solide et une lecture lucide des intérêts nationaux.

Le Maroc s'inscrit dans cette logique : coopération pragmatique, autonomie décisionnelle préservée.

Les opinions publiques : nouveau front intérieur

L'un des bouleversements majeurs réside dans l'exposition directe des sociétés civiles aux opérations d'influence. Les réseaux sociaux ont effacé la frontière entre front extérieur et front intérieur.

Les opinions publiques deviennent des cibles. La désinformation vise à polariser, délégitimer, affaiblir la confiance dans les institutions. Dans ce contexte, la sécurité nationale ne se limite plus aux frontières physiques. Elle inclut la cohésion sociale et la résilience informationnelle.

Le renseignement ne peut plus ignorer ce front intérieur.

Les limites de la diplomatie de l'ombre

Toute diplomatie de l'ombre comporte des risques. L'opacité excessive nourrit la défiance. L'absence de contrôle fragilise la légitimité. L'efficacité immédiate peut se payer d'un coût politique à long terme.

Les États responsables cherchent donc un équilibre : efficacité stratégique sans dérive, secret sans arbitraire, protection sans abus. Cet équilibre est difficile, mais indispensable.

Voir avant d'agir

Dans le monde de 2026, la capacité à voir précède la capacité à agir. Le renseignement n'est plus un appendice de la puissance. Il en est l'un des fondements.

Pour le Maroc, la diplomatie à l'âge de l'ombre n'est pas une rupture. Elle prolonge une tradition de prudence stratégique, de lecture fine des équilibres et de refus des postures spectaculaires.

Dans un monde saturé de bruit, la vraie puissance réside parfois dans le silence informé.

Chapitre 8 : L'espace extra-atmosphérique : nouveau champ de bataille global

L'espace extra-atmosphérique n'est plus un horizon lointain réservé à quelques puissances technologiques. En 2026, il est devenu un espace stratégique vital, dont dépendent directement le fonctionnement des États, la sécurité des sociétés et la stabilité des économies.

Télécommunications, navigation, observation, météorologie, gestion des flux : sans infrastructures spatiales fiables, aucune puissance moderne ne peut fonctionner durablement.

Cette dépendance transforme l'espace en vulnérabilité stratégique. Et toute vulnérabilité finit par devenir un champ de rivalités.

De la coopération à la compétition assumée

Pendant une période, l'espace a incarné une forme rare de coopération internationale, symbolisée par des programmes conjoints et des stations partagées. Cette parenthèse s'est refermée. À mesure que les usages civils et militaires se sont entremêlés, les grandes puissances ont rapatrié leurs ambitions spatiales dans des logiques nationales ou de blocs.

L'espace n'est plus un terrain neutre. Il est intégré aux doctrines de défense, de dissuasion et de projection de puissance. Chaque lancement, chaque constellation, chaque capacité orbitale est désormais un signal stratégique.

Les satellites : nerf invisible de la puissance contemporaine

La plupart des activités critiques reposent aujourd'hui sur les satellites : communications, géolocalisation, surveillance, gestion des

transports, anticipation climatique, renseignement. Neutraliser ou perturber ces capacités permet de désorganiser un État sans confrontation militaire directe.

Cette réalité a profondément modifié les doctrines de sécurité. Les capacités antisatellites — brouillage, cyberattaques, missiles, manœuvres orbitales hostiles — font désormais partie de l'arsenal stratégique des grandes puissances.

L'espace est devenu un multiplicateur de vulnérabilité.

L'espace comme prolongement des rivalités terrestres

Les rivalités géopolitiques se projettent directement dans l'espace. Les tensions sino-américaines, les crispations russo-occidentales, les ambitions régionales émergentes y trouvent un nouveau terrain d'expression.

Le droit international continue d'affirmer le caractère commun de l'espace. Dans les faits, celui-ci est de plus en plus territorialisé par la technologie. Cette contradiction entre principes juridiques et pratiques stratégiques constitue l'un des grands angles morts de la gouvernance mondiale.

L'irruption des acteurs privés : accélération et brouillage

L'un des bouleversements majeurs de la dernière décennie réside dans l'entrée massive d'acteurs privés dans le domaine spatial. Constellations commerciales, services de lancement, télécommunications globales : l'espace n'est plus un monopole étatique.

Cette évolution a accéléré l'innovation et réduit les coûts, mais elle a aussi brouillé les responsabilités. Lorsqu'un acteur privé contrôle une infrastructure critique utilisée par des États, la question de la souveraineté devient centrale.

L'espace devient un espace hybride, où intérêts publics et privés s'entremêlent sans cadre stabilisé.

Le Sud global face à la fracture spatiale

Pour de nombreux pays du Sud, l'espace reste perçu comme un luxe inaccessible. Cette perception est trompeuse. L'absence de capacités spatiales expose à une dépendance stratégique croissante.

Accès aux données, navigation, observation environnementale : dépendre entièrement d'acteurs extérieurs signifie accepter des conditions que l'on ne maîtrise pas toujours. La fracture spatiale devient une fracture de souveraineté.

Le regard marocain : lucidité et intégration progressive

Vu depuis Rabat, l'espace n'est ni un terrain de démonstration ni une course symbolique. Il est un outil stratégique à intégrer progressivement, en fonction des priorités nationales.

Le Maroc n'a pas vocation à rivaliser avec les grandes puissances spatiales. Il a en revanche tout intérêt à développer une autonomie minimale dans l'accès aux données critiques, à nouer des partenariats technologiques ciblés et à utiliser les applications spatiales au service de l'agriculture, de l'eau, de la gestion des risques et de la sécurité régionale.

Cette approche pragmatique s'inscrit dans une souveraineté raisonnée.

Gouvernance spatiale : un vide préoccupant

Le droit spatial international repose sur des traités conçus pour un monde bipolaire et technologiquement limité. Ils interdisent certaines formes de militarisation, mais laissent de vastes zones grises.

En l'absence de règles adaptées, les puissances testent les limites, imposent des faits accomplis et sécurisent leurs intérêts par la technologie plutôt que par le consensus. Ce vide juridique constitue l'un des défis majeurs de la décennie à venir.

L'espace comme miroir du monde

L'espace extra-atmosphérique n'est pas devenu stratégique par accident. Il l'est devenu parce que le monde s'est reconfiguré autour de la technologie, de la dépendance et de la vitesse.

Pour les États lucides, l'enjeu n'est pas de militariser l'espace sans limites, mais de ne pas en être exclus. La souveraineté moderne passe aussi par la capacité à accéder à cette frontière nouvelle, sans naïveté ni surenchère.

Vu depuis Rabat, l'espace n'est ni un rêve lointain ni une obsession. Il est un outil parmi d'autres, au service d'une diplomatie de stabilité, de continuité et de maîtrise du temps long.

Chapitre 9 : Guerres économiques et sanctions : le monde sous pression

La guerre économique n'est pas une anomalie contemporaine. Ce qui change en 2026, c'est son caractère permanent, assumé et systémique. Sanctions financières, restrictions commerciales, contrôles technologiques, pressions sur les chaînes d'approvisionnement : l'économie est devenue un champ de bataille à part entière, souvent plus redoutable que le conflit armé.

Dans ce monde sous pression, la frontière entre économie et politique a disparu. Chaque décision commerciale devient stratégique. Chaque dépendance se transforme en vulnérabilité.

De l'outil ponctuel à la stratégie permanente

Pendant longtemps, les sanctions ont été présentées comme des instruments exceptionnels, destinés à éviter l'escalade militaire. Elles s'inscrivaient dans un cadre multilatéral et visaient des objectifs précis.

Cette époque est révolue. Les sanctions sont désormais utilisées de manière unilatérale, répétée, parfois préventive. Elles ne cherchent plus seulement à infléchir un comportement, mais à affaiblir durablement un adversaire, voire à le contenir structurellement.

La coercition économique s'est normalisée.

Finance, monnaie et pouvoir

La finance internationale est devenue l'un des leviers les plus puissants de cette nouvelle conflictualité. Le contrôle des circuits

bancaires, des devises de référence et des systèmes de paiement confère un avantage stratégique déterminant.

Exclure un pays des réseaux financiers mondiaux ne signifie pas seulement tarir ses flux monétaires. Cela désorganise son commerce, fragilise ses entreprises, affecte son tissu social. La sanction financière agit en profondeur, souvent sans visibilité immédiate.

Cette réalité pousse de nombreux États à s'interroger sur leur dépendance monétaire et leur exposition à des décisions prises ailleurs.

Technologie : cœur dur de la guerre économique

Au-delà de la finance, la technologie est devenue un terrain central de confrontation. Semi-conducteurs, intelligence artificielle, équipements critiques, savoir-faire industriels : la maîtrise technologique conditionne désormais la puissance économique.

Les grandes puissances cherchent à sécuriser leurs chaînes de valeur, quitte à fragmenter le commerce mondial. La logique de l'optimisation cède la place à celle de la résilience. L'accès à certaines technologies devient un instrument de pression politique.

La mondialisation change de nature.

Chaînes d'approvisionnement : la fin de l'innocence

Les crises récentes ont mis en lumière la fragilité extrême des chaînes d'approvisionnement. Une guerre, une pandémie ou une sanction peuvent bloquer des secteurs entiers.

Face à cette vulnérabilité, les États revoient leurs stratégies : relocalisation partielle, diversification des fournisseurs, constitution de stocks stratégiques. Cette évolution marque la fin d'une mondialisation fondée uniquement sur le coût et la fluidité.

La sécurité devient un critère économique à part entière.

Le Sud global pris en étau

Les pays du Sud se retrouvent souvent pris en étau dans ces guerres économiques. Ils subissent les effets collatéraux de sanctions qui ne les visent pas directement, sans toujours disposer des moyens de s'en protéger.

Hausse des prix, pénuries, instabilité monétaire : les chocs externes se répercutent brutalement sur les économies les plus vulnérables. Cette situation alimente un sentiment d'injustice et renforce la défiance envers les règles internationales.

Dans ce contexte, la neutralité devient de plus en plus difficile à tenir.

Le regard marocain : diversification comme ligne de défense

Vu depuis Rabat, la guerre économique impose une ligne de conduite claire : diversifier sans s'isoler, coopérer sans dépendre. Le Maroc a progressivement intégré cette logique en multipliant ses partenariats économiques, financiers et commerciaux.

Cette diversification n'est pas un confort. Elle est une assurance stratégique. Elle permet d'amortir les chocs, de préserver une marge de manœuvre et d'éviter l'alignement contraint.

Le Royaume cherche moins à choisir un camp qu'à préserver sa capacité de choix.

Sanctions et légitimité internationale

L'usage massif et unilatéral des sanctions pose une question centrale : celle de leur légitimité. Lorsqu'elles sont décidées en dehors de cadres multilatéraux clairs, elles fragilisent le droit international et renforcent la loi du plus fort.

À long terme, cette pratique accélère la fragmentation du système mondial, avec l'émergence de blocs économiques concurrents, de systèmes financiers alternatifs et de normes divergentes. La sanction perd alors son efficacité initiale et devient un facteur d'instabilité.

Vers un monde économiquement fragmenté

Le monde de 2026 n'est pas démondialisé. Il est resegmenté. Les flux persistent, mais ils sont conditionnés par des considérations géopolitiques. Les échanges deviennent sélectifs, instrumentalisés, parfois réversibles.

Cette fragmentation accroît les coûts, ralentit la croissance et complique la gouvernance économique mondiale. Elle répond toutefois à une demande politique forte : celle de la souveraineté et de la sécurité.

Survivre dans un monde sous pression

La guerre économique n'est pas une parenthèse. Elle est devenue une structure durable des relations internationales. Les États qui l'ignorent s'exposent à des chocs violents. Ceux qui l'anticipent peuvent en limiter les effets, voire en tirer parti.

Pour le Maroc, l'enjeu n'est pas de s'affranchir totalement de ces pressions — ce serait illusoire — mais de construire une résilience stratégique fondée sur la diversification, la crédibilité et la prudence.

Dans un monde où l'économie est une arme, la lucidité devient une forme de défense.

Chapitre 10 : Multilatéralisme affaibli, réalités bilatérales renforcées

Pendant des décennies, le multilatéralisme a été présenté comme l'horizon naturel des relations internationales. Face aux grands défis globaux, la réponse devait être collective, institutionnelle, universelle. En 2026, cette architecture n'a pas disparu, mais elle s'est fragilisée. Le multilatéralisme subsiste dans les discours ; dans les faits, le bilatéralisme pragmatique s'impose de plus en plus comme le mode d'action dominant.

Ce glissement n'est pas idéologique. Il est opérationnel.

L'usure des institutions internationales

Les grandes institutions internationales ont été conçues pour un monde plus lisible, plus stable, souvent bipolaire. Elles reposaient sur des équilibres politiques qui ne correspondent plus à la réalité contemporaine.

Paralysie du Conseil de sécurité, blocages commerciaux, lenteur décisionnelle, absence de mécanismes contraignants : les dysfonctionnements s'accumulent. Cette usure est autant symbolique que pratique. Les opinions publiques doutent de l'utilité d'organisations perçues comme lointaines, lentes et incapables de répondre aux crises concrètes.

Le multilatéralisme souffre moins d'un excès de principes que d'un déficit de résultats.

La crise de la décision collective

Plus les acteurs sont nombreux, plus le consensus devient fragile. Dans un monde traversé par des crises rapides — sanitaires, sécuritaires, énergétiques — cette lenteur devient un handicap stratégique.

Face à l'urgence, les États privilégient des accords ciblés, négociés directement, capables de produire des effets immédiats. Le bilatéralisme apparaît alors comme une réponse fonctionnelle à un environnement instable.

Ce choix ne traduit pas nécessairement un rejet des règles communes, mais une adaptation à leur inefficacité perçue.

Le retour assumé du bilatéralisme

Le bilatéralisme n'est pas nouveau. Ce qui change, c'est son caractère structurant. Les États concluent désormais des partenariats à géométrie variable, adaptés à des objectifs précis : sécurité, énergie, commerce, technologie.

Ces accords ne cherchent pas toujours la cohérence globale. Ils répondent à des intérêts sectoriels, parfois temporaires. Cette flexibilité favorise l'action, mais fragilise la prévisibilité du système international.

Le monde devient plus transactionnel.

Bilatéralisme et asymétrie de puissance

Le bilatéralisme n'est jamais neutre. Il avantage les acteurs les plus puissants, capables d'imposer leurs conditions dans une négociation directe. À l'inverse, les cadres multilatéraux offraient aux États moins puissants une protection normative, imparfaite mais réelle.

Le recul du multilatéralisme pose donc une question centrale : comment préserver un minimum d'équité lorsque la règle commune s'efface au profit du rapport de force ?

Pour les puissances intermédiaires et les pays du Sud, cette asymétrie constitue un risque structurel.

Le regard marocain : pragmatisme sans renoncement

Vu depuis Rabat, le multilatéralisme n'a jamais été un dogme. Il a toujours été un outil parmi d'autres. Le Maroc continue de défendre les cadres collectifs, mais sans illusion sur leur efficacité automatique.

Parallèlement, le Royaume a développé une diplomatie bilatérale active, ciblée, fondée sur des partenariats durables plutôt que sur des alignements idéologiques. Cette approche

permet de préserver une marge de manœuvre tout en restant engagé dans les enceintes internationales.

Le bilatéralisme marocain n'est pas une fuite du multilatéralisme. Il en est le complément réaliste.

Coopérations à géométrie variable

L'une des tendances majeures de 2026 est l'émergence de coalitions thématiques : sécurité maritime, énergie, climat, migration, cybersécurité. Ces formats souples réunissent des acteurs aux intérêts convergents, sans prétention à l'universalité.

Ces coopérations produisent souvent des résultats plus concrets que les grandes négociations globales. Mais elles dessinent aussi un monde fragmenté en cercles concentriques, où l'accès aux décisions dépend de l'appartenance à certains clubs.

Multilatéralisme comme norme, bilatéralisme comme action

Une lecture plus fine consiste à distinguer deux fonctions complémentaires :

- le multilatéralisme comme espace de production de normes ;
- le bilatéralisme comme espace d'action.

Les principes — droit international, cadres humanitaires, normes climatiques — continuent de se discuter dans des

enceintes collectives. Leur mise en œuvre passe de plus en plus par des accords bilatéraux ou régionaux.

Cette hybridation reflète une adaptation du système international à la complexité contemporaine.

Le risque du chacun pour soi

L'affaiblissement du multilatéralisme comporte un danger majeur : la tentation du chacun pour soi. Lorsque les règles communes perdent leur force contraignante, la logique du rapport de force s'impose.

Dans un tel monde, les crises se gèrent au cas par cas, les solidarités s'érodent et les plus vulnérables paient le prix fort. Le bilatéralisme ne peut donc être une fin en soi. Il doit s'inscrire dans un minimum de règles partagées.

Adapter sans abandonner

Le monde de 2026 ne signe pas la mort du multilatéralisme. Il en révèle les limites. Face à cette réalité, les États adaptent leurs pratiques sans nécessairement renoncer aux principes.

Pour le Maroc, l'enjeu est clair : combiner pragmatisme bilatéral et attachement aux cadres collectifs, sans naïveté ni reniement. Cette posture exige constance, cohérence et lecture fine des rapports de force.

Dans un monde où les règles vacillent, la diplomatie consiste moins à proclamer des principes qu'à les rendre opérants, un partenariat à la fois.

Chapitre 11 : Soft power et bataille des récits : la guerre sans chars

Les guerres modernes ne se livrent plus uniquement avec des armes visibles. Elles se mènent aussi, et de plus en plus, par les mots, les images, les symboles et les récits. En 2026, la capacité à imposer une lecture du monde est devenue un enjeu stratégique majeur. Cette bataille silencieuse, sans chars ni missiles, façonne durablement les rapports de force.

Le soft power n'est plus un complément décoratif de la puissance. Il en est l'un des terrains décisifs.

Du soft power à la guerre des narrations

À l'origine, le soft power désignait la capacité d'un pays à attirer plutôt qu'à contraindre. Culture, valeurs, modèle de société : l'influence passait par l'adhésion. Cette conception, longtemps associée à une forme de rayonnement pacifique, a évolué.

Aujourd'hui, le soft power s'inscrit dans une logique de concurrence directe. Les récits s'affrontent. Chaque acteur cherche à imposer sa vision des événements, à légitimer ses choix, à délégitimer ceux des autres. L'objectif n'est plus seulement de séduire, mais de cadrer le débat.

La bataille des perceptions

Dans un monde saturé d'informations, la perception compte parfois davantage que la réalité factuelle. Une crise bien racontée peut devenir une victoire politique. Un succès mal narré peut passer inaperçu.

Les réseaux sociaux, les plateformes numériques et les médias transnationaux ont accéléré cette dynamique. Ils offrent une caisse de résonance immédiate aux récits, mais aussi un terrain de manipulation, de simplification et de polarisation.

La guerre des récits est permanente, diffuse et difficile à attribuer.

Culture, valeurs et crédibilité

Le soft power repose sur un socle fragile : la crédibilité. Une culture attractive, des valeurs proclamées ou un discours moral perdent toute efficacité lorsqu'ils entrent en contradiction avec les pratiques réelles.

Les sociétés sont devenues plus exigeantes, plus critiques, moins réceptives aux discours officiels. L'influence durable ne se décrète pas. Elle se construit par la cohérence entre le récit et l'action.

Les États qui négligent cette cohérence affaiblissent leur propre parole.

Le récit comme instrument politique

Produire un récit, ce n'est pas mentir. C'est choisir un angle, hiérarchiser des faits, donner un sens. Tous les acteurs le font. La neutralité absolue n'existe pas.

La différence réside dans l'intention et dans la méthode. Certains récits cherchent à éclairer, d'autres à manipuler. La frontière est parfois ténue, mais elle demeure essentielle pour préserver une légitimité à long terme.

Dans ce contexte, la maîtrise narrative devient une compétence stratégique à part entière.

Le Maroc face à la bataille des récits

Vu depuis Rabat, la question du récit est centrale. Le Maroc évolue dans un environnement régional et international où les perceptions comptent autant que les décisions formelles.

Le Royaume a longtemps privilégié l'action discrète au discours. Cette retenue lui a conféré une crédibilité certaine, mais elle a parfois laissé le champ libre à des narrations adverses, plus offensives.

La montée en puissance des enjeux médiatiques impose désormais une stratégie narrative plus assumée, sans tomber dans la surenchère.

Soft power marocain : leviers et limites

Le Maroc dispose de leviers réels de soft power : culture, histoire, diplomatie religieuse, diaspora, stabilité institutionnelle, rôle africain croissant. Ces atouts sont reconnus, mais encore insuffisamment articulés dans un récit cohérent et audible à l'échelle globale.

L'enjeu n'est pas de se raconter mieux que les autres, mais de se raconter justement. Une narration crédible repose sur la continuité, la sobriété et la constance.

L'influence à l'ère numérique

Le numérique a profondément modifié les règles du jeu. Les récits circulent sans médiation, se fragmentent, se recomposent. Les États ne contrôlent plus totalement leur image. Ils doivent composer avec des acteurs non étatiques, des influenceurs, des médias alternatifs.

Cette perte de contrôle apparent ne signifie pas une perte totale de capacité d'influence. Elle exige simplement une adaptation : écoute, réactivité, compréhension fine des dynamiques informationnelles.

La responsabilité de raconter

Dans un monde fragmenté, l'absence de récit laisse place à celui des autres. Ne pas raconter, c'est accepter d'être raconté.

Cette réalité impose une responsabilité nouvelle aux États : assumer leur narration sans arrogance ni dissimulation.

Pour le Maroc, comme pour d'autres puissances intermédiaires, le récit n'est pas un luxe. Il est un outil de protection et de projection.

La guerre sans chars

La guerre des récits ne détruit pas les villes, mais elle peut affaiblir les États, fragmenter les sociétés et orienter durablement les décisions internationales. Elle est lente, insidieuse, mais profondément structurante.

Dans le monde de 2026, la puissance ne se mesure plus seulement à ce que l'on fait, mais à la manière dont cela est perçu. Maîtriser son récit, ce n'est pas imposer une vérité unique. C'est refuser de laisser d'autres définir votre place dans le monde.

Chapitre 12 : Vers un monde multipolaire instable : lucidité, équilibre et temps long

Le monde de 2026 n'est ni un monde en ruines ni un monde pacifié. Il est entré dans une phase plus complexe, plus fragmentée, plus incertaine. L'ordre international hérité de la fin du XX^e siècle ne s'est pas effondré d'un coup. Il s'est fissuré, lentement, sous l'effet des crises, des rivalités et des déséquilibres accumulés. De cette érosion émerge un monde multipolaire, instable par nature, mais loin d'être dépourvu de règles.

Comprendre cette instabilité est devenu un impératif stratégique.

La multipolarité n'est pas le chaos

Contrairement à une idée répandue, la multipolarité ne signifie pas l'absence d'ordre. Elle signifie l'absence d'un centre unique capable d'imposer durablement ses règles. Plusieurs pôles coexistent, coopèrent parfois, s'affrontent souvent, sans qu'aucun ne parvienne à structurer seul le système.

Cette configuration produit de l'incertitude, mais aussi des marges de manœuvre. Les États ne sont plus condamnés à l'alignement automatique. Ils peuvent composer, arbitrer, diversifier. La stabilité n'est plus garantie par la domination, mais par l'équilibre.

Un monde plus instable, mais plus lisible

L'instabilité contemporaine n'est pas anarchique. Elle obéit à des logiques identifiables : rivalités de puissance, fragmentation économique, bataille des récits, retour des souverainetés, crise des institutions collectives.

Ces dynamiques traversent l'ensemble des chapitres de cet ouvrage. Elles dessinent un monde plus conflictuel, mais aussi plus honnête. Les faux consensus s'effritent. Les lignes de fracture deviennent visibles. Cette lisibilité relative permet aux acteurs lucides d'anticiper, à défaut de maîtriser.

La fin des illusions universalistes

L'une des leçons majeures de cette recomposition est la fin des illusions universalistes. Les modèles uniques, les solutions clés en main, les discours déconnectés des réalités locales ont montré leurs limites.

Le monde n'avance plus vers une convergence harmonieuse. Il avance par ajustements, par tensions, par compromis imparfaits. Cette réalité n'est ni souhaitable ni condamnable en soi. Elle impose simplement un changement de regard.

La lucidité remplace l'idéologie.

Les puissances intermédiaires comme régulateurs

Dans ce monde multipolaire instable, les puissances intermédiaires jouent un rôle croissant. Elles ne dominent pas, mais elles stabilisent. Elles ne décident pas seules, mais elles facilitent.

Le Maroc s'inscrit dans cette catégorie. Sa trajectoire, analysée tout au long de cet ouvrage, illustre une posture possible : ni alignement rigide, ni neutralité passive, mais une diplomatie d'équilibre, de continuité et de crédibilité.

Cette posture exige de la constance, une lecture fine des rapports de force et une capacité à penser le temps long.

Le temps long contre l'urgence permanente

L'une des pathologies du monde contemporain est l'obsession de l'urgence. Crises en chaîne, réactions immédiates, décisions sous pression médiatique. Cette accélération permanente fragilise la décision stratégique.

Dans un monde instable, la précipitation est un risque majeur. Les États qui parviennent à ralentir, à hiérarchiser et à anticiper disposent d'un avantage décisif. Le temps long devient une ressource stratégique.

Le Maroc, par sa culture diplomatique et institutionnelle, a fait de cette temporalité un atout.

Gouverner l'instabilité plutôt que la nier

Aucun acteur ne peut aujourd'hui prétendre stabiliser seul le système international. L'objectif réaliste n'est plus de restaurer un ordre ancien, mais de gouverner l'instabilité.

Cela suppose des choix difficiles : accepter l'incertitude, renoncer à certaines certitudes, investir dans la résilience plutôt que dans la domination. Cette gouvernance imparfaite est exigeante, mais nécessaire.

Une lucidité active

La lucidité n'est pas la résignation. Elle est une forme d'action éclairée. Comprendre les limites de la puissance, reconnaître les zones de fragilité, anticiper les chocs permet d'agir avec discernement.

Dans le monde multipolaire instable, la posture la plus dangereuse est celle de l'aveuglement volontaire. La plus féconde est celle de l'adaptation réfléchie.

Le monde qui se recompose

Le monde ne s'effondre pas. Il se recompose. Lentement, conflictuellement, parfois brutalement. Cette recomposition n'annonce ni la fin de l'histoire ni son recommencement. Elle ouvre une séquence plus exigeante, où la souveraineté, la coopération et la responsabilité devront cohabiter.

Pour le Maroc, comme pour d'autres puissances intermédiaires, l'enjeu est clair : rester maître de sa trajectoire dans un monde sans centre fixe. Cela suppose une diplomatie lucide, une économie résiliente, un récit crédible et une capacité à penser au-delà de l'urgence.

Dans un monde multipolaire instable, la vraie puissance n'est pas de tout contrôler. Elle est de durer.

Chapitre 13 : Trump est président depuis le 20 janvier 2025. Et le monde a changé.

Le 20 janvier 2025 n'a pas marqué une rupture brutale dans l'histoire du monde. Il a marqué une clarification. Avec le retour de Donald Trump à la présidence américaine, ce qui était déjà perceptible est devenu explicite : le monde n'est plus organisé autour d'un centre stabilisateur unique, et les États-Unis n'entendent plus assumer seuls ce rôle.

Trump n'a pas créé ce basculement. Il l'a rendu visible.

Trump comme révélateur, non comme accident

Présenter Donald Trump comme une anomalie politique serait une erreur d'analyse. Son retour au pouvoir s'inscrit dans une trajectoire plus profonde : fatigue démocratique, fragmentation sociale, rejet des élites traditionnelles, primauté des intérêts nationaux sur les engagements globaux.

L'Amérique de 2025 n'est pas une Amérique surprise par Trump. C'est une Amérique qui l'a réinvesti comme instrument de protection, de rupture et de confrontation assumée.

La fin de l'illusion américaine

Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont porté — parfois seuls — l'idée d'un ordre international fondé sur des règles, des alliances et des valeurs universelles. Cet ordre était déjà fragilisé avant 2025.

Avec Trump, l'illusion se dissipe définitivement :

- les alliances sont conditionnelles,
- les accords sont renégociables,
- la loyauté n'est plus automatique.

L'Amérique ne disparaît pas. Elle se replie stratégiquement.

Un monde sans arbitre

Le changement majeur n'est pas idéologique. Il est fonctionnel. Lorsque la première puissance mondiale cesse d'être perçue comme arbitre, le système entier se dérègle.

Sous Trump, les États-Unis ne cherchent plus à stabiliser l'ordre global. Ils cherchent à optimiser leur position dans un monde concurrentiel. Ce glissement transforme chaque relation internationale en transaction potentielle.

Le multilatéralisme devient optionnel. Le rapport de force redevient central.

Accélération des tendances déjà à l'œuvre

Trump agit comme un accélérateur :

- accélérateur de la fragmentation économique,
- accélérateur de la militarisation des relations commerciales,
- accélérateur de la défiance envers les institutions internationales.

Ce que Trump fait brutalement, d'autres le faisaient plus discrètement. La différence tient au style, pas à la trajectoire.

L'Europe face à sa solitude stratégique

Le retour de Trump agit comme un choc de lucidité pour l'Europe. Dépendante militairement, divisée politiquement, hésitante stratégiquement, elle se découvre vulnérable.

L'ère où l'Europe pouvait s'abriter durablement sous le parapluie américain est révolue. Trump ne crée pas cette réalité. Il la verbalise sans détour.

Les puissances intermédiaires face à l'Amérique transactionnelle

Pour les puissances intermédiaires, dont le Maroc, le retour de Trump impose une lecture froide :

- plus de garanties implicites,
- plus de protection automatique,
- mais aussi plus de marges de négociation.

Dans un monde transactionnel, ceux qui savent lire les rapports de force sans s'y dissoudre disposent d'un avantage.

Trump et le monde post-moral

L'un des effets les plus profonds de la présidence Trump est la marginalisation du discours moral dans les relations internationales. Droits humains, démocratie, valeurs universelles ne disparaissent pas, mais cessent d'être des priorités opérationnelles.

Le monde n'est pas devenu immoral. Il est devenu post-moral, centré sur les intérêts, la sécurité et la puissance.

Un monde qui n'attend plus l'Amérique

Le monde de 2026 n'attend plus Washington pour agir. Les États s'organisent, se protègent, coopèrent ou s'affrontent sans attendre une validation américaine.

Trump n'est pas la fin de l'ordre mondial. Il est l'un des visages de sa transformation.

Et après Trump ?

La question centrale n'est pas de savoir combien de temps Trump restera au pouvoir. Elle est de savoir si le monde peut revenir à l'état antérieur. La réponse est claire : non.

Même après Trump, les tendances qu'il incarne — souverainisme, transactionnalisme, désengagement sélectif — resteront structurantes.

Trump comme symptôme d'un monde adulte

Le monde qui émerge n'est pas plus simple. Il est plus dur, plus exigeant, moins protecteur. Trump ne l'a pas rendu instable. Il l'a obligé à grandir.

Pour les États lucides, la leçon est claire : il ne faut plus attendre un centre salvateur. Il faut apprendre à durer dans un monde sans tuteur.

Trump est président depuis le 20 janvier 2025.

Le monde n'a pas basculé ce jour-là.

Il a cessé de se raconter des histoires.

Un dernier mot

je n'ai pas fait ce petit livre autocentré sur la diplomatie marocaine et notre première cause nationale "L'autonomie du Sahara Marocain sous la souveraineté Marocaine" mais avec un regard plus global et plutôt planétaire. Du moins, j'ai essayé et vous de voir.

Le monde n'est pas entré dans le chaos.
Il est entré dans une phase plus exigeante.

Frontières redevenues politiques, guerres économiques, sanctions normalisées, cyberspace disputé, récits concurrents, multilatéralisme affaibli, retour du bilatéralisme, montée des puissances intermédiaires : l'ordre international hérité de la fin du XX^e siècle ne s'est pas effondré, il s'est fragmenté.

Dans Le monde qui se recompose, l'auteur propose une lecture claire et structurée de cette recomposition en cours. Loin des discours alarmistes ou nostalgiques, cet essai analyse les mutations profondes qui redessinent la puissance, la souveraineté et la diplomatie à l'ère de l'instabilité durable.

De la géopolitique maritime à la cybersouveraineté, des diasporas à la bataille des récits, de l'Afrique démographique au retour de la transaction comme mode de relation internationale, chaque chapitre éclaire une dynamique clé du monde contemporain.

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, le 20 janvier 2025, n'y est pas traité comme une anomalie, mais comme un révélateur : celui d'un monde qui n'attend plus d'arbitre unique et qui apprend, parfois brutalement, à fonctionner sans centre fixe.

Écrit depuis une position marocaine assumée, ni alignée ni surplombante, cet ouvrage défend une idée simple et exigeante : dans un monde multipolaire instable, la véritable puissance n'est pas de tout contrôler, mais de rester maître de sa trajectoire.

Un essai de référence pour comprendre le monde tel qu'il est en train de se faire — et non tel que nous aimerions qu'il reste.



Some elements on this page are restricted. The publisher needs to upgrade to a higher subscription plan on FlipHTML5.com for full access.



Livres PDF en version copyleft, libre de droit de diffusion et littérature grise



Pressplus.ma

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

ADNANE BENCHAKROUN

Adnane Benchakroun est ingénieur en informatique, diplômé de l'ESIEA Paris, grande école française spécialisée dans les technologies numériques. Reconnu pour son rôle pionnier dans la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat au Maroc, il est cofondateur de Startup Maroc et initiateur du Startup Africa Summit, deux initiatives majeures en faveur des jeunes entrepreneurs et de l'émergence d'un écosystème dynamique et inclusif.

Son parcours alterne engagement public et réflexion stratégique : directeur du cabinet du Ministre du Plan (1998-2000), il a ensuite dirigé pendant vingt ans le Centre National de Documentation, avant de rejoindre le Haut-Commissariat au Plan comme conseiller entre 2020 et 2022. Il siège aujourd'hui au Conseil national du Parti de l'Istiqlal et assume la vice-présidence de l'Alliance des Économistes Marocains, où il contribue activement à la pensée économique nationale.

Formateur engagé, il intervient régulièrement dans les médias et conférences pour éclairer les grands enjeux économiques du Royaume : fiscalité, consommation, protection du pouvoir d'achat, politiques publiques et innovation.

Désormais à la retraite, il se consacre au journalisme digital en pilotant L'ODJ Média, plateforme multicanale du groupe Arrissala (portails d'actualité, web radio, web TV, magazines), tout en explorant d'autres formes d'expression : poésie, peinture, écriture et musique.

À travers ce traité, il livre une réflexion personnelle, libre et engagée, dans un langage accessible, à l'attention des nouvelles générations en quête de sens.

ABOUT ME

